



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

# VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation  
du domaine public

**OBJET : Permis de stationnement –  
prolongation échafaudage - 2-10, rue Defrance  
pan coupé et 62-64, boulevard de la Libération -  
dossier 7872  
sl**

**Le Maire de Vincennes,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le Code de l'urbanisme ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code des postes et télécommunications ;

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** l'arrêté du 15 janvier 2007 modifié le 18 septembre 2012 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

**VU** l'arrêté préfectoral du Val-de-Marne en date du 21 décembre 1971, relatif aux travaux au voisinage des lignes de distribution d'énergie électrique ;

**VU** le plan local d'urbanisme approuvé le 30 mai 2007, modifié le 17 décembre 2008, le 30 septembre 2009, le 29 septembre 2010, le 29 juin 2011, le 18 décembre 2013, le 29 mars 2016, le 30 janvier 2017, le 1<sup>er</sup> octobre 2019 et le 5 juillet 2022 ;

**VU** le règlement sanitaire départemental, arrêté préfectoral du 26 février 1985 ;

**VU** la décision n° DM-22-447 en date du 30 novembre 2022, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**VU** la demande en date du 17 juillet 2023, de la société JCP Entreprise 103, rue Pereire 78100 Saint-Germain-en-Laye concernant le maintien d'échafaudages sur pieds et en console pour procéder aux travaux de ravalement de la propriété sise 2-10, rue Defrance et 62-64, boulevard de la Libération à Vincennes ;

**VU** la transmission de la demande au Département du Val-de-Marne - STE en date du 1<sup>er</sup> août 2023,

**CONSIDERANT** que ces travaux font l'objet d'un dossier de déclaration préalable auprès du service de l'urbanisme sous le n° DP 94080 21 4113 accordé le 9 août 2021 par arrêté n° A-21-371 ;

## ARRÊTE

**ARTICLE I** - Le pétitionnaire est autorisé à maintenir l'échafaudage sur pieds conformément à la demande et doit respecter les prescriptions suivantes :

Mise en place des échafaudages installé sur le domaine public :

**côté rue Defrance** échafaudage sur pieds :

. longueur de 31 mètres - largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

. longueur de 6 mètres - largeur de 80 centimètres ;

échafaudage en console - vu la présence d'un candélabre, l'échafaudage est installé en console sur le domaine public, il ne doit reposer que sur des pieds implantés côté façade

. longueur de 11 mètres linéaire ;

**côté boulevard de la Libération :**

. longueur de 19 mètres - largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

. le premier plancher est à une hauteur minimum de 2 mètres et 30 centimètres par rapport au niveau du sol et des protections sur les tubes doivent être mises en place ;  
. il est conforme au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;  
. il est dûment signalé le jour et éclairé la nuit ;  
. une protection efficace est installée sur l'échafaudage afin d'éviter tous rejaillissements de matériels ou de matériaux sur l'environnement ;  
. le bénéficiaire de l'autorisation assume seul, tant envers la ville qu'envers les tiers ou usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient (matériels, corporels, ...) résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire.

Validité de l'autorisation :

. la prolongation des travaux est prévue **à compter de la réception du présent arrêté jusqu'au 18 août 2023.**

Durant toute la période de l'autorisation :

. la bouche d'incendie boulevard de la Libération est accessible et visible pendant toute la durée du chantier ;  
. l'entreprise prend toutes les précautions afin d'éviter les poinçonnements et les dégradations sur les revêtements du domaine public ;  
. toutes les précautions sont prises pour protéger le mobilier urbain installé sur le domaine public ;  
. les ouvrages des concessionnaires restent accessibles à tout moment ;  
. l'exécution de préparation de support, matériels ou de matériaux sur le domaine public est interdite ;  
. le parfait état de propreté du chantier et de ses abords est assuré par le titulaire de l'autorisation ;  
. le bénéficiaire de l'autorisation assume seul, tant envers la ville qu'envers les tiers ou usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient (matériels, corporels, ...) résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire.

Suite au démontage de l'échafaudage les lieux sont remis immédiatement en leur état initial.

Dans le cadre de la mise en place d'une poulie ou d'un treuil :

. le surplomb de la poulie installée sur l'échafaudage au-dessus du domaine public pour le montage, le démontage ou tout chargement de matériaux s'effectue sans danger. Toutes mesures de précautions sont prises pour éviter la chute de matériaux et de matériels lors des manutentions ;  
. la libre circulation et la sécurité des piétons sont assurées en permanence au moyen d'un passage protégé le long d'un périmètre de sécurité installé au sol, ou d'une déviation protégée sur les emplacements de stationnement. Ce cas de figure fait l'objet d'une demande de neutralisation auprès des services techniques et il appartient à l'entreprise qui entreprend les travaux de prendre en compte ces conditions liées à l'environnement ;  
. la présence d'un homme trafic est exigée lors de la réception des matériaux, aucune manutention de levage ne s'effectue lors du passage des piétons.

**ARTICLE II** - L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

**ARTICLE III** - La structure une fois montée est vérifiée par un bureau de contrôle.

**ARTICLE IV** - Le pétitionnaire est tenu d'informer les concessionnaires des travaux à réaliser en façade, en adressant à ceux-ci une déclaration d'intention de travaux.

**ARTICLE V** - Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

**ARTICLE VI** - Tout dépôt de matériaux et de matériels sur le domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service voirie.

**ARTICLE VII** - Le présent arrêté est publié et notifié au pétitionnaire.



Robin LOUVIGNÉ

Adjoint au Maire

chargé du cadre de vie, des mobilités et de la

propreté

'empêché'

Brigitte GAUVAIN

Adjointe au Maire

chargée du tourisme et des relations  
internationales

*P. u.*  
*[Signature]*